

M. Orlikow: Pourquoi cette initiative s'est-elle révélée nécessaire?

Mlle MacDonald: ... cette commission doit se pencher sur la question des primes, décider qui les acquittera et dans quelles conditions. Nous attendons donc ces recommandations.

M. Fulton: La commission Forget ne vaut pas tripette.

LE RENVOI DE LA QUESTION À LA COMMISSION FORGET

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, la ministre peut-elle nous dire pourquoi la question a été renvoyée à la Commission Forget seulement après qu'on a décidé d'apporter ce changement?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le changement a été annoncé le 8 novembre 1984, bien avant que ne soit constituée la Commission Forget.

* * *

L'AGRICULTURE

LES ENTRETIENS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le secrétaire d'État américain à l'Agriculture, Richard Lyng, aurait affirmé hier, selon *The New York Times*, qu'il s'entretiendra prochainement avec des responsables de la CEE au sujet de la guerre qui sévit dans le secteur agricole. Des ministres canadiens vont-ils participer à ces entretiens et vont-ils demander qu'on apporte des modifications au projet de loi agricole américain ainsi qu'au programme de subvention européen, qui nuisent tant à notre secteur agricole?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'ai écouté les questions et réponses précédentes et je ne vois pas beaucoup de différence entre la question du député et celles qui ont été posées par des députés de son parti ou du Nouveau parti démocratique. Je pense que le ministre des Finances a répondu à ces questions. En outre, le premier ministre est fort bien renseigné sur cette situation.

Nous ferons tout ce qu'il faut pour venir en aide aux agriculteurs canadiens. C'est ce que nous avons toujours fait et nous continuerons encore de le faire.

LA PARTICIPATION POSSIBLE DU CANADA

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ces entretiens se dérouleront au Canada. Y aura-t-il des représentants canadiens et si oui, vont-ils tenter de protéger nos marchés, notamment ceux du Portugal et de l'Espagne, surtout depuis leur entrée dans le Marché commun

Questions orales

puisqu'un demi-million de tonnes de grain fourrager sont en cause? Allez-vous être là, oui ou non?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, si le député veut se donner la peine d'examiner ce que nous avons fait, il verra que les ministres du gouvernement se retrouvent toujours dans les lieux et endroits appropriés pour servir les intérêts des agriculteurs canadiens...

M. Boudria: Qui est Charlie Mayer?

M. Wise: ... non seulement ici au Canada, mais aussi sur tous les marchés mondiaux, comme l'ont démontré si explicitement le ministre des Finances, le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et naturellement, le ministre chargé du Commerce extérieur.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

ON DEMANDE D'ÉTENDRE LA PARTICIPATION AUX TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Des études récentes confirment la tendance croissante qu'ont les employeurs à remplacer des emplois à temps plein par des emplois à temps partiel mal rémunérés, qui sont occupés, pour la plupart, par des femmes. Appuyera-t-elle personnellement toute proposition tendant à accorder l'assurance-chômage à tous les travailleurs à temps partiel, étant donné que 44 p. 100 d'entre eux n'y ont pas droit à l'heure actuelle et que, sur ce nombre, beaucoup sont soutien de famille?

● (1450)

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je sais que les membres de la tribune de la presse n'ignorent pas le nombre d'emplois qui ont été créés au Canada depuis notre arrivée au pouvoir.

M. Deans: Quel rapport avec la question?

Mlle MacDonald: Je tiens à garantir aux députés et aux autres intéressés que 79 p. 100 des emplois créés au Canada sont à temps plein, ce qui est fort important.

Ces chiffres montrent non seulement qu'un très grand nombre d'emplois à temps plein sont créés, mais également que les choses vont en s'améliorant à cet égard. En 1980, 29 p. 100 des emplois étaient à temps partiel.

Des voix: Règlement!

Mlle MacDonald: En 1981, 32 p. 100...

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Des voix: Bravo!